

Pas le choix : ils vont faire face au Brexit

Dans le Biterrois, les Britanniques sont nombreux à résider à l'année ou bien à posséder une résidence secondaire. Comment ont-ils vécu la ratification du Brexit ? Quel impact aura-t-il ? Témoignages.

Dossier réalisé par Mélissa Alcoléa et Annick Koscielniak redac.beziers@midi Libre.com

Agent immobilier depuis 1995, spécialisé dans la clientèle internationale et principalement Britannique (la moitié de ses acheteurs), Freddy Rueda aurait pu s'apitoyer sur les conséquences du Brexit sur son business. Pas du tout ! Contre toute attente, son agence, Real Estate Languedoc, basée à Saint-Geniès-de-Fon-tedit, a connu une année 2020 dopée par le Brexit, dont l'accord a été mis en application tout récemment, le 1^{er} janvier...

« Le Brexit était en cours depuis 3 ou 4 ans et là, on se rapprochait de l'échéance. Or, ceux qui viennent acheter ici, ce sont des gens qui aiment l'Europe. Ma clientèle a donc été affectée, elle a l'habitude de voyager, elle n'est pas renfermée. Il s'agit soit de gens qui souhaitent s'installer définitivement ou avoir une résidence secondaire pour les vacances. »

Avant que le Brexit ne soit évoqué, la plupart des Britanniques investissaient dans la pierre en Biterrois (ou de manière plus large dans l'Hérault ou l'Aude,

terrains de jeu de Freddy Rueda) pour avoir un "pied-à-terre" dont ils pourraient profiter régulièrement. Mais les bouleversements annoncés en 2020 ont changé la donne. Désormais, les Britanniques ne peuvent venir en France que trois mois d'affilée. À l'issue de cette période, ils devront repartir et seront autorisés à renouveler une fois ce séjour de trois mois, dans l'année. En clair : pour eux, la libre circulation, c'est terminé.

« Ils ne veulent pas rester dans un Royaume-Uni fermé »

Ces nouvelles dispositions ont poussé de nombreux Anglais à acheter avant le 31 décembre « pour continuer à bénéficier du droit européen », explique Freddy Rueda. Ce dernier a ainsi accompagné de nombreux citoyens britanniques à acquérir leur bien dans l'urgence « pour pouvoir demander un permis de séjour en France » et y résider de façon permanente. Être propriétaire d'une résidence

étant nécessaire pour toute demande de permis de séjour. « On a donc eu un petit rush. Certains ne se sont même pas déplacés et ont acheté en "zoom" (salle de conférence numérique NDLR) ou via des vidéos. Ils étaient pressés. Ils ne veulent pas rester dans un Royaume-Uni fermé ». C'est une hausse de 30 % du nombre d'acquisitions réalisées par des Britanniques que l'agence Real Estate Languedoc a enregistré en 2020. Un rebond avant une année 2021 qui sera forcément « moins intéressante ». Mais l'agent immobilier, expérimenté, se veut positif. « Il y aura une baisse modérée. Ceux qui comptaient passer six mois ici et six mois là-bas peuvent être découragés. Mais ça n'empêchera pas les Anglais d'acheter à l'étranger. Ils ont ça dans le sang, ils continueront. » Il compte toutefois se repositionner vers d'autres pays européens, dont les ressortissants peuvent voyager jusque dans l'Hérault en voiture, Covid oblige.



« Il y a des liens tellement forts entre la France et l'Angleterre que le Brexit ne changera pas beaucoup les

Keith Moses : « Ça a été un électrochoc »

Comme tous les Britanniques du Biterrois interrogés au sujet du Brexit, Keith Moses ne voit pas ça « comme une très bonne affaire ». Ce consultant spécialisé dans le marketing et les relations avec les compagnies aériennes a beaucoup travaillé entre la France et l'Angleterre et a notamment œuvré à l'implantation de Ryanair à l'aéroport Béziers Cap-d'Agde. Pour lui, la défiance du Royaume-Uni à l'égard de l'Europe puise ses racines dans l'histoire. « Il y a toujours eu une espèce d'indépendance vis-à-vis du reste de l'Europe, dit-il. On a toujours participé

uniquement aux affaires qui nous intéressaient. »

« Je suis Européen »

Pour lui, installé définitivement en France depuis 1990, et dont les quatre enfants vivent tous en différents endroits d'Europe, ça tombe sous le sens : « Moi je suis Européen. Je peux dire à mes compatriotes anglais que je suis d'accord, il y a quelques soucis mais il valait mieux régler ces affaires que de sortir comme ça. La campagne pour sortir a été bien orchestrée avec quelques mensonges. Mais ça a été un électrochoc pour la plu-

part des gens ! Et je n'avais jamais vu mon pays d'origine aussi divisé ! »

Keith Moses analyse les choses de façon pragmatique mais avec du recul : « L'Europe était une force économique contre la Chine, les USA [...] Le Royaume-Uni a plein de soucis devant lui. Dans quelques années, il va le regretter. »

Le retraité de nationalité Britannique sait que sa vie restera de toute façon en France. « On a le droit de faire la demande de passeports français. Et si on a besoin, on va le faire. On en a aussi discuté avec nos enfants. »



LE BILLET
DE MÉLISSA ALCOLÉA
Journaliste

Émotion et confusion

Combien sont-ils les Britanniques installés en Biterrois ? Combien sont-ils à fréquenter le secteur lors de la saison touristique, à consommer sur place ? Difficile à dire précisément. Mais on estime, communément, que 40 % de la clientèle étrangère de l'ex-Languedoc est représentée par les Anglais. Autant dire que l'enjeu économique n'est pas négligeable pour le territoire. Désormais, depuis le 1^{er} janvier, ces citoyens britanniques ne peuvent plus se rendre aussi librement qu'avant en France et les nouvelles contraintes imposées par le Brexit provoqueront peut-être, dans les mois à venir, un fléchissement de leur présence au niveau local. Alors bien sûr, impossible aujourd'hui de mesurer un hypothétique phénomène ou de tirer des conclusions sur les conséquences du Brexit. Il est trop tôt. Et on n'est encore, pour l'instant, dans l'émotion. Une émotion brouillée par les affres du Covid qui a figé le Royaume-Uni et ajouté de la confusion à la confusion. Les Britanniques "d'ici" suivent de près les affaires de leur pays et n'en reviennent pas. Ils font partie des amoureux de la France et logiquement des adeptes de cette Europe qui leur a ouvert les portes d'une autre vie. Pour eux, le jugement est sans appel : le Brexit est une erreur. L'avenir dira s'ils ont raison et si erreur il y a, qui en paiera le prix.

Monica et John : « Nous choisirons d'être Français »

Le couple de Britanniques, baroudeur dans l'âme, vit à Fontès depuis vingt ans. Ils y ont leur concession dans le petit cimetière.

« J'ai de la peine pour les jeunes Anglais, qui ne pourront plus travailler librement en Europe, c'est une catastrophe », soupire Monica Garratt, devant la cheminée, dans sa maison adossée à un mur des remparts de Fontès. En temps normal, ces trois mois d'hiver l'envoie, avec son mari John, 75 ans, barouder, sac au dos, en Asie. « Mes amis me demandent comment j'arrive à faire suivre mon épouse, sourit John, en fait, c'est elle qui m'emmène. »

Monica était conseillère municipale

Le couple d'Anglais, professeur et informaticien, a posé ses valises, il y a vingt ans, dans ce village du Sud. Un coup de foudre,

après des missions professionnelles en Belgique et comme bénévoles dans des associations humanitaires à travers le monde. En villégiature l'été, d'abord, puis en permanence, une fois à la retraite.

Tellement intégrés à la vie fontésoise que Monica est devenue conseillère municipale, en 2014. « En tant que résidents, nous votions aux municipales et aux Européennes. » À cause du Brexit, elle a dû rendre son écharpe en 2020 mais le maire l'a gardée dans son équipe, à un poste non éligible. « Je suis le seizième élément. Je peux aller aux réunions, mais pas voter. » En 2017, ils ont demandé un titre de séjour. « Européen, mais je crois que ce n'est plus valable. »



« On est venu pour la chaleur, on est resté pour la chaleur des gens. »

Ils ont fait une nouvelle demande. « Le pire c'est l'incertitude. On ne sait pas grand-chose et cela change tous les jours. » Une chose ne varie plus : « Nous nous sentons plus Français que Britanniques. D'ailleurs, depuis trois ans, nous attendons notre naturalisation. » Monica et John retournent rarement en Angleterre. Sur l'île, on ne discute pas beaucoup du sujet brûlant autour des tablées. « Cela a créé de vraies scissions au sein des familles, un peu comme la reli-

gion. Alors, on en parle très peu et on ne sait pas qui a voté quoi. » Eux n'ont pas eu le droit de voter. « Parce que nous étions en France. Les Anglais ont toujours été insulaires, un peu xénophobes, mais depuis cinq ans c'est pire. Les Français ne se sentent plus à l'aise là-bas. » Leur choix est fait en tout cas : « Si on ne peut pas avoir la double nationalité, on choisira d'être Français. D'ailleurs, nous avons notre concession au cimetière de Fontès. »



choses », estime le directeur de l'aéroport Béziers Cap-d'Agde, Pascal Pintre.



Keith Moses a travaillé à l'implantation de Ryanair à l'aéroport de Béziers.

« Je me suis sentie étrangère, rejetée »

Lorsque le Brexit a été ratifié, « on n'y croyait pas », lâche Béatrice Dyson, Biterroise installée depuis 30 ans à Londres. « J'ai alors eu un sentiment d'exclusion de la société britannique. On était étranger. Je n'avais jamais ressenti ça. J'ai tout le temps été super bien accueillie et intégrée. Car les Anglais sont très accueillants. Là, je me suis sentie étrangère, comme rejetée. Après la vie continue. »

Elle est décoratrice indépendante, son époux travaille à la City. Mais le Brexit n'est pas leur préoccupation du moment. « On n'en parle plus du tout. Le Covid a surpassé le Brexit », souligne-t-elle, confinée à Londres. D'ordinaire, elle rentre plusieurs fois par an dans le Biterrois où elle a encore beaucoup d'attaches. Propriétaire d'une maison à Valras, elle ne sait pas, cette fois, quand elle y retournera...

Les éventuelles complications liées au Brexit, elle les appréhende pour la suite mais ne les a pas encore affrontées. « Mon passeport est français. Celui de

mon mari est anglais. Donc il ne pourra pas rester plus de 90 jours hors du pays », explique-t-elle.

À plus long terme, elle sait aussi qu'elle devra faire face à des embûches d'ordre administratives. « Nous avons pour projet de revenir en France pour la retraite. Jusqu'à présent, il n'y avait pas de problème. Mais maintenant, mon mari ne pouvant sortir du pays plus de 90 jours, il faudra un permis de séjour ou de résidence. »

« On sera plus limité »

« On sera plus limité. Le plus gros souci, pour nous, ce sera de ne pas pouvoir voyager aussi librement que ce qu'on le faisait. »

Autre conséquence, pour ses enfants cette fois. L'un est étudiant en première année à l'université de Warwick, près de Birmingham. L'autre est au lycée français Charles-de-Gaulle de Londres. « Ils ont annulé Erasmus (le programme européen d'échanges universitaires NDLR) mais vont le remplacer », sait Béatrice Dyson.



Béatrice Dyson est Biterroise, installée depuis 30 ans à Londres.

Pour le reste, tout semble encore flou. « Pour le commerce, les importations, exportations, il y aura sans doute beaucoup de paperasse, anticipe-t-elle. Peut-être que les prix vont augmenter. Mais on ne sait pas. Ici on est complètement isolé. On ne parle que Covid, vaccination. Les écoles sont fermées, tout est fermé. » Ce qui aura peut-être pour effet

de retarder les effets du Brexit. La Biterroise, Anglaise d'adoption, était contre le Brexit, « comme la grande majorité des Français et les Londoniens qui sont favorables à l'Union européenne. Mais c'est l'Angleterre profonde qui s'est exprimée. Pour le référendum, ils ont donné de mauvais arguments, ont évoqué l'immigration... »

Eva Bickerton : « Ce n'est plus le pays où j'ai grandi »

Eva et Tim Bickerton, peintre, vivent depuis vingt ans en France et depuis cinq ans, à Béziers. Tim travaille depuis son atelier de la place du 14-Juillet. « Nos enfants sont en train de faire la naturalisation française car ils sont venus ici à 4 et 5 ans et ont leurs références culturelles en France, explique Eva. Nous allons aussi changer de nationalité mais, en ce moment, la démarche est très longue car ils sont submergés de demande. On parle de trois ans d'attente. » Pour l'instant, ils ont demandé leur carte de séjour. « C'est beaucoup de paperasse car je

« Je suis née en Hongrie mes parents, naturalisés, ne cessaient de me rappeler la chance de vivre en Angleterre »

suis née en Hongrie. » Vers 1956, ses parents fuient leur pays. Ils sont naturalisés britanniques. « Ils en étaient tellement fiers. Ils me rappelaient sans

cesse que j'avais la chance de grandir dans ce pays. » Le papa d'Eva est en maison de retraite : « Il ne se rend pas compte de la situation. C'est mieux en quelque sorte. Il se serait tellement déçu et triste. » Eva, elle, se dit dégoûtée : « J'ai perdu mes illusions. Ce n'est plus l'Angleterre où mon papa est arrivé, où j'ai grandi, dans une famille foncièrement européenne. » Et de souffler : « Aujourd'hui, je ne suis plus fière d'être anglaise. »

Tim a encore sa mère et ses frères et sœur, de l'autre côté de la Manche. « Mais nous ne savons pas s'ils ont voté pour ou con-

tre le Brexit. » Mais ce qui déchire Eva, c'est ce fossé creusé avec sa meilleure amie : « Nous nous connaissons depuis 36 ans. Nous ne nous étions jamais disputés. Nos enfants ont joué ensemble. Elle adore la France. Elle y était étudiante. Son père avait une société qui faisait beaucoup de business avec la France. » Quand Eva apprend que son amie a voté pour le Brexit, les bras lui en tombent : « Je lui ai demandé pourquoi, elle ne m'a jamais répondu. Cela m'a tellement choquée ! J'aimerais comprendre. J'ai beaucoup de mal à accepter cela. »

Annette Morris : « On a reculé il y a 30 ans ! »

« J'ai mon titre de séjour, donc il n'y aura pas énormément de changements à titre personnel », lâche Annette Morris lorsqu'on lui parle du Brexit. Cette Anglaise, installée à Quarante depuis 2008, crée des sites web et anime des ateliers de dessin. Elle connaissait déjà la région pour y avoir séjourné durant de multiples vacances, lorsqu'elle a concrétisé son « rêve » français. Elle a aussi rejoint son père, qui a choisi Cruzy pour sa retraite.

Pour elle, le Brexit n'est pas source d'inquiétude, mais il annonce de nombreuses complications et points négatifs. « Actuellement, c'est encore plus compliqué à cause du Covid, car on ne peut pas voyager et je connais beaucoup de gens avec des enfants à l'université, des parents âgés, là-bas, en Angleterre... »

Au-delà de la crise sanitaire, à plus long terme, elle évoque une ombre majeure qui pourrait avoir des répercussions économiques en France : « La perte de valeur de la livre par rapport à l'euro. Certains ne pourront plus venir en France à la retraite à cause de ça. Il y a aussi

beaucoup de 50/60 ans qui cherchent une maison de vacances dans le sud de la France, ce ne sera plus possible à cause du taux de change... »

Sur les questions des échanges commerciaux entre les deux pays, elle nourrit également des doutes et interrogations : « Rien n'est clair. Je connais des Britanniques, ici, qui faisaient du business avec le Royaume-Uni, de la vente de tableaux, d'art. Ils arrêtent car c'est trop compliqué avec les charges. »

Douanes, assurances, transport des animaux de compagnie

Globalement, difficile pour Annette Morris de comprendre les partisans du Brexit : « Je suis venue grâce à l'Union européenne, grâce à l'accord entre deux pays. J'habite ici grâce à tout ce que l'Union a apporté. Ma nièce et mon neveu, qui sont à l'université, espéraient faire leurs études en France. Ce n'est plus possible !, dénonce-t-elle. Avec le Brexit, il y aura beaucoup de changements au niveau administratif ». Douanes, assurances des véhicules : « On a reculé il y a 30 ans ! » Je



Annette Morris : « Je suis venue en France grâce à l'Union ». DR

me souviens de l'attente à la douane... Alors qu'au sein de l'Europe, ce n'était pas un problème, on n'avait qu'à prendre le ferry ou le tunnel. Maintenant, tout cela est fini. »

Le transport des animaux de compagnie pourrait aussi constituer un frein pour les Britanni-

ques désireux de séjourner en France. « C'est compliqué, il faut des papiers, emmener l'animal plusieurs mois à l'avance chez le vétérinaire. »

> « Au-delà de l'expression, on rappelle que le Royaume-Uni a adhéré à la CEE le 1^{er} janvier 1973.

Aéroport de Béziers : « Plutôt l'effet Covid »

Pascal Pintre n'avait qu'une crainte, à l'instar de ses confrères, qu'il y ait un Brexit sans arrangement. « On a longtemps craint le "no deal". Là, c'est bon, on peut refermer le dossier. Il n'y aura pas de fiscalité additionnelle sur nos vols », explique le directeur général de l'aéroport Béziers-Cap-D'Agde. La compétitivité des aéroports français était en jeu. « On est rassuré. Il y a toujours la même volonté des compagnies de faire du trafic avec la France. Il n'y aura pas de révolution en la matière. »

Il faudra juste composer avec des mesures administratives. « On peut voyager jusqu'en juillet ou en septembre, avec nos cartes d'identité, après il faudra formaliser les choses différemment. »

Les quatre lignes en direction du Royaume-Uni, au départ de Béziers-Cap-d'Agde, à savoir Londres, Bristol, Manchester et Edimbourg, actuellement à l'arrêt reprennent fin mars. Les réservations sont ouvertes. « Il n'y a pas eu d'effet Brexit mais plutôt l'effet Covid. » Le directeur de l'aéroport ne s'inquiète pas pour la fréquentation : « Il y a des liens tellement forts entre la France et l'Angleterre que cela ne changera pas beaucoup les choses. Je n'ai pas vu d'impact sur le trafic. Mais on verra dans les mois à venir. » D'autant que les Anglais ont accéléré leurs démarches, pour devenir résidents sur notre territoire. Ils continueront à venir chercher le soleil dans le Sud... Avec quelques contraintes administratives en sus.

Midi libre.fr
Suivez l'actualité locale en direct.